

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

**COUR ADMINISTRATIVE**

**Numéro du rôle : 35568C**  
Inscrit le 8 décembre 2014

---

**Audience publique du 7 mai 2015**

**Requête de tierce opposition formée par  
la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ...,  
contre  
six arrêts de la Cour administrative du 29 juin 2010 (n<sup>os</sup> 26504C, 26505C,  
26506C, 26507C, 26508C et 26509C du rôle)  
en matière d'établissements classés**

---

Vu la requête de tierce opposition, inscrite sous le numéro 35568C du rôle, déposée au greffe de la Cour administrative le 8 décembre 2014 par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ayant son siège social à ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son gérant en fonction, dirigé contre six arrêts de la Cour administrative du 29 juin 2010 (n<sup>os</sup> 26504C, 26505C, 26506C, 26507C, 26508C et 26509C du rôle) ayant statué sur les appels formés par :

1. l'association sans but lucratif SYNDICAT ..., avec siège à ... inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions ;
2. Monsieur ... ;
3. Monsieur...;
4. Monsieur ...;
5. Monsieur ... ;
6. Monsieur ...;
7. Monsieur ... ;
8. Madame ... ;
9. Madame ... ;
10. Monsieur ...,

contre six jugements du tribunal administratif des 10 et 17 décembre 2009 dans le cadre de leurs recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation :

- n° 26504C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/388 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles, ..., site Rives de Clausen, bâtiment ... Luxembourg, en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 26505C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/385 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 26506C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/382 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 26507C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/330 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 2608C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/381 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec restaurant, ..., ..., en faveur de la société à responsabilité limitée s. à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 26509C du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/387 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec salle de spectacles et restaurant, ..., en faveur de la société anonyme... établie et ayant son siège social à ...,

la Cour ayant à chaque fois reçu les six appels en la forme et, quant à la recevabilité du recours initial, ayant

- déclaré l'appel fondé et, par réformation du jugement entrepris du 17 décembre 2009, déclaré le recours recevable dans le chef du SYNDICAT...,
- confirmé le jugement entrepris dans la mesure où il avait déclaré le recours recevable pour autant qu'il avait été introduit par les autres parties demanderesses,
- déclaré, par réformation du jugement entrepris, le recours en réformation recevable dans toute son étendue,

quant au bien-fondé du recours introduit, déclaré l'appel partiellement justifié et, par réformation du jugement entrepris du 17 décembre 2009, réformé chacun des six arrêtés déferés du bourgmestre du 7 janvier 2009 en y ajoutant sous l'article 1<sup>er</sup>, rubrique « *Les mesures relatives à la santé, la salubrité et la commodité* » la condition libellée comme suit : « *Le nombre maximum de personnes admises de [nombre variant selon l'établissement] personnes pour l'ensemble de l'établissement est soumis à la condition que les clients de l'établissement puissent accéder, ensemble avec les clients des autres établissements des*

*Rives de Clausen, à 400 emplacements au parking souterrain existant sur le site des Rives de Clausen et que l'exploitant participe, ensemble avec les exploitants des autres établissements des Rives de Clausen et en sus des transports publics, à un système de navettes mis à disposition de la clientèle. Ce système de navettes devra fonctionner au moins les soirées des vendredis, samedis et autres jours de grand afflux ou de manifestations spéciales de 19.30 heures jusqu'à une demi-heure après la fermeture des établissements, assurer la liaison entre le parking public du Glacis, le centre-ville et le site des Rives de Clausen et disposer d'une capacité de transport de 1.600 personnes par soirée. La capacité de transport des navettes pourra être adaptée aux besoins avec l'accord du bourgmestre », la Cour ayant à chaque fois déclaré l'appel non fondé pour le surplus et confirmé le jugement respectivement entrepris du 10 ou 17 décembre 2009 dans la même mesure, rejeté à chaque fois les demandes en allocation d'indemnités de procédure formulées par les appelants et la société intimée, dans chaque instance fait masse des dépens des deux instances et les imposé à raison d'une moitié aux appelants et à raison d'un quart respectivement à la Ville de Luxembourg et à la société respectivement intimée ;*

Vu la notification de cette requête de tierce opposition à l'Etat effectuée par le greffe de la Cour administrative le 8 décembre 2014 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick MULLER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, les deux demeurant à Luxembourg, des 16 et 17 décembre 2014 portant signification de cette requête à :

1. l'association sans but lucratif SYNDICAT ..., avec siège à L-..., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions ;
2. Madame ... ;
3. Monsieur ... ;
4. Monsieur ... ;
5. Monsieur ... ;
6. Monsieur ... ;
7. Monsieur ... ;
8. Monsieur ... ;
9. Madame ... ;
10. Madame ... ;
11. Monsieur ... ;
12. L'administration communale de la Ville de Luxembourg, ayant son siège à L-2090 Luxembourg, 42, place Guillaume II, représentée par son collège des bourgmestre et échevins en fonctions,
13. La société anonyme ..., établie et ayant son siège social à L-..., ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 16 janvier 2015 par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH, inscrite au barreau de Luxembourg, représentée par Maître Christian POINT, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de l'administration communale de la Ville de Luxembourg, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 16 février 2015 par Maître Georges KRIEGER pour compte de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l. ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 16 mars 2015 par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH, représentée par Maître Christian POINT, pour compte de l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maîtres Georges KRIEGER, Sébastien COUVREUR et Gilles DAUPHIN, en remplacement de Maître Christian POINT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 31 mars 2015.

-----  
Suite aux recours en réformation, sinon en annulation introduits le 1<sup>er</sup> décembre 2008 et le 13 février 2009 par l'association sans but lucratif SYNDICAT ... ainsi que Madame Marguerite ..., Monsieur ..., Monsieur ..., Monsieur ..., Monsieur ..., Monsieur ..., Monsieur ..., Madame ..., Madame ...et Monsieur ..., et dirigés contre :

- n° 25395 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/388 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles, ..., ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 25393 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/385 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, ..., site Rives de Clausen, ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 25129 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/382 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles, ..., site Rives de Clausen, ..., société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-...,
- n° 25128 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/330 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, ..., ..., ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 25127 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/381 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec restaurant, ..., site Rives de Clausen, L-..., en faveur de la société à responsabilité limitée ..., établie et ayant son siège social à ...,
- n° 25394 du rôle : d'une décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/387 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec salle de spectacles et restaurant, ..., ..., ..., en faveur de la société anonyme ... établie et ayant son siège social à ...,

le tribunal administratif, dans six jugements des 10 et 17 décembre 2009, rejeta d'abord les demandes de joindre tous ces recours, déclara les six recours irrecevables dans le chef du SYNDICAT ... pour absence d'intérêt à agir personnel, reçut à chaque fois en la forme le recours principal en réformation dans le chef des autres parties demanderesse dans la limite des moyens de légalité invoqués et les interventions volontaire faites par l'Etat. Le tribunal rejeta les recours principaux respectifs comme n'étant pas fondés, déclara les recours subsidiaires en annulation irrecevables, rejeta les demandes tendant à voir ordonner l'effet suspensif des six recours et écarta toutes les demandes en allocation d'indemnités de procédure formulées par les parties demanderesse et défenderesse.

Par six requêtes déposées au greffe de la Cour administrative le 19 janvier 2010 et inscrites sous les n<sup>os</sup> du rôle 26504C à 26509C, le SYNDICAT ..., ainsi que Madame ... , Monsieur ... , Monsieur ... , Monsieur ... , Monsieur ... , Monsieur ... , Madame ... , Madame ... et Monsieur ... ont fait relever appel de ces six jugements des 10 et 17 décembre 2009, ces appels ayant été inscrits sous les numéros du rôle et dirigés contre les jugements suivant :

- n° 26504C du rôle : jugement du 17 décembre 2009 (n° 25395 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/388 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles, ..., site Rives de Clausen, ..., L-..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-...,
- n° 26505C du rôle : jugement du 17 décembre 2009 (n° 25393 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/385 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, site Rives de Clausen, ..., en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-...,
- n° 26506C du rôle : jugement du 10 décembre 2009 (n° 25129 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/382 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement dénommé « ... », bar avec salle de spectacles, ..., site Rives de Clausen, ..., L-... en faveur de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-...,
- n° 26507C du rôle : jugement du 10 décembre 2009 (n° 25128 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/330 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar avec salle de spectacles, ..., L-..., en faveur de la société à responsabilité limitée ..., établie et ayant son siège social à L-...,
- n° 26508C du rôle : jugement du 10 décembre 2009 (n° 25127 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 8 octobre 2008, référencée sous le numéro 5/2008/381 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec restaurant, ... , en faveur de la société à responsabilité limitée à L-...,
- n° 26509C du rôle : jugement du 17 décembre 2009 (n° 25394 du rôle) concernant la décision du bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 7 janvier 2009, référencée sous le numéro 5/2008/387 FC, portant autorisation pour l'exploitation de l'établissement « ... », bar branché avec salle de

spectacles et restaurant,..., site Rives de Clausen, ...., ..., en faveur de la société anonyme... établie et ayant son siège social à L-...,

A travers six arrêts du 29 juin 2010 dans le cadre de chacun des six rôles susvisés, la Cour reçut les six appels en la forme et, quant à la recevabilité des recours initiaux, en premier lieu, déclara les appels fondés et, par réformation des jugements entrepris des 10 et 17 décembre 2009, déclara les recours recevables dans le chef du SYNDICAT ..., en deuxième lieu, confirma le jugement entrepris dans la mesure où il avait déclaré les recours recevables pour autant qu'ils avaient été introduits par les autres parties demanderesse et, en troisième lieu, déclara, par réformation des jugements entrepris, les recours en réformation recevables dans toute leur étendue.

Quant au bien-fondé des six recours introduits, la Cour déclara les appels partiellement justifiés et, par réformation des jugements entrepris des 10 et 17 décembre 2009, réforma chacun des six arrêtés déferés du bourgmestre des 8 octobre 2008 et 7 janvier 2009 en y ajoutant sous leurs articles 1<sup>er</sup>, rubrique « *Les mesures relatives à la santé, la salubrité et la commodité* » la condition libellée comme suit : « *Le nombre maximum de personnes admises de [nombre variant selon l'établissement] personnes pour l'ensemble de l'établissement est soumis à la condition que les clients de l'établissement puissent accéder, ensemble avec les clients des autres établissements des Rives de Clausen, à 400 emplacements au parking souterrain existant sur le site des Rives de Clausen et que l'exploitant participe, ensemble avec les exploitants des autres établissements des Rives de Clausen et en sus des transports publics, à un système de navettes mis à disposition de la clientèle. Ce système de navettes devra fonctionner au moins les soirées des vendredis, samedis et autres jours de grand afflux ou de manifestations spéciales de 19.30 heures jusqu'à une demi-heure après la fermeture des établissements, assurer la liaison entre le parking public du Glacis, le centre-ville et le site des Rives de Clausen et disposer d'une capacité de transport de 1.600 personnes par soirée. La capacité de transport des navettes pourra être adaptée aux besoins avec l'accord du bourgmestre* ».

La Cour déclara l'ensemble des appels non fondés pour le surplus et confirma le jugement respectivement entrepris du 10 ou 17 décembre 2009 dans la même mesure. Elle rejeta à chaque fois les demandes en allocation d'indemnités de procédure formulées par les appelants et la société intimée, fit dans chaque instance masse des dépens des deux instances et les imposa à raison d'une moitié aux appelants et à raison d'un quart respectivement à la Ville de Luxembourg et à la société respectivement intimée.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 8 décembre 2014, la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., ci-après désignée par la « *société ...* », a fait introduire une tierce opposition à l'encontre des six arrêts du 29 juin 2010.

La Ville de Luxembourg conclut à l'irrecevabilité de cette requête en premier lieu au motif qu'alors que la première page de la requête s'adresse à « *Mesdames et Messieurs les Président et Conseillers composant la Cour administrative de et à Luxembourg* », le dispositif s'adresse au Tribunal administratif. Par voie de conséquence, la juridiction à laquelle la partie requérante a entendu adresser sa requête ne serait pas clairement identifiée et la requête devrait être déclarée irrecevable de ce chef.

C'est cependant à juste titre que la partie requérante considère que la mention du tribunal administratif dans le dispositif de la requête doit être qualifiée d'erreur purement matérielle qui n'a eu aucune incidence sur les droits de la défense des autres parties à l'instance. En effet, l'article 29 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives dispose que « *l'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense* » et la Ville de Luxembourg n'a pas été

induite en erreur en ce qu'elle a admis dans son mémoire en réponse que la tierce opposition est destinée à la Cour administrative. Ce premier moyen d'irrecevabilité est partant à rejeter.

En deuxième lieu, la Ville de Luxembourg souligne que la partie requérante forme tierce opposition contre six arrêts rendus par la Cour administrative le 29 juin 2010 dans des affaires inscrites sous les numéros de rôle respectifs 26504C, 26505C, 26506C, 26507C, 26508C et 26509C, mais que seule la société ..., exploitante de l'établissement dénommé « ... », et destinataire de l'autorisation en cause dans l'affaire portant le numéro du rôle 26509C s'est vu signifier la requête de tierce opposition.

L'article 55 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par la « *loi du 21 juin 1999* », dispose que « *les arrêts de la Cour ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, si ce n'est de la tierce-opposition qui s'exerce conformément à l'article 36* ».

Ledit article 36 dispose que « *ceux qui veulent s'opposer à des décisions du tribunal et lors desquelles ni eux ni ceux qu'ils représentent n'ont été appelés, ne peuvent former leur opposition que par requête dans la forme ordinaire, et sur le dépôt qui en sera fait au greffe du tribunal, il sera procédé conformément aux dispositions du chapitre I* ».

A partir de l'article 55 de la loi du 21 juin 1999, le législateur a admis que les arrêts de la Cour administrative peuvent être frappés de tierce opposition. Si suivant le même article 55, la tierce-opposition « *s'exerce conformément à l'article 36* », à la fois le vocable « *s'exerce* » utilisé dans l'article 55 prévisé et le renvoi dans l'article 36 qu'« *il sera procédé conformément aux dispositions du chapitre I* » se limitent aux seules modalités de formation de la tierce-opposition à l'exclusion notamment des délais d'instruction qui, en raison du droit commun applicable devant la Cour, sont appelés à s'aligner sur ceux y applicables, conformément à l'article 46 de la loi du 21 juin 1999 (Cour adm. 11 mars 2011, n° 27447C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 869). Il en est nécessairement de même en ce qui concerne le régime des significations d'une requête de tierce opposition dans la mesure où l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 juin 1999 n'impose la signification de la requête introductive en première instance qu'à la partie défenderesse sous peine de la caducité prévue par l'article 4, paragraphe 2, de la même loi et exclut de cette sanction les significations à faire aux tiers intéressés, tandis que la même loi impose par contre dans son article 39, paragraphe 1<sup>er</sup>, la signification de la requête d'appel à toutes les parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées, la sanction de la caducité en cas de non-observation de cette exigence étant prévue par l'article 39, paragraphe 2, de la même loi. En effet, au vu de l'effet relatif des décisions de justice qui ne s'imposent qu'aux parties au procès, le but de la règle énoncée par l'article 39 de la loi du 21 juin 1999 est d'assurer que les mêmes personnes puissent être considérées comme parties tant en première instance qu'en instance d'appel afin de rendre la décision d'appel opposable à l'égard de toutes et d'éviter de la sorte des situations de contrariété de jugements où la décision d'appel, le cas échéant différente de celle de la première instance, ne serait pas opposable à l'une ou plusieurs des parties impliquées en première instance, hypothèse dans laquelle celles-ci pourraient se prévaloir à leur propre égard de la décision de première instance et même former tierce opposition contre la décision d'appel. Il s'y ajoute que dans la mesure où une tierce opposition est susceptible d'affecter les droits et intérêts des parties à l'instance ayant conduit à l'arrêt contesté par son biais, les exigences découlant du droit élémentaire desdites parties à la défense de leurs intérêts dans toute instance judiciaire les concernant imposent de suivre le régime des significations prévu pour les instances devant la Cour et découlant de l'article 39, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 juin 1999. Par voie de conséquence, une tierce opposition doit être signifiée à toutes les parties à l'instance d'appel ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour contesté sous peine de caducité de la tierce opposition.

En l'espèce, la requête de tierce opposition a certes été signifiée à la société ..., bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation ayant fait l'objet de l'arrêt du 29 juin 2010 dans le cadre de l'instance d'appel inscrite sous le numéro 26509C du rôle, mais n'a point été signifiée aux cinq sociétés bénéficiaires des autorisations d'exploitation déferées à la Cour dans le cadre des instances d'appel inscrites sous les numéros 26504C à 26508C du rôle, lesdites sociétés ayant toutes été parties aux instances respectives. Conformément aux principes ci-avant retenus, à défaut d'avoir été signifiée à toutes les parties aux instances d'appel inscrites sous les numéros 26504C à 26508C du rôle et ayant donné lieu aux cinq arrêts du 29 juin 2010 respectifs, la tierce opposition encourt la caducité à l'égard desdits arrêts. D'un autre côté elle n'encourt pas cette sanction en ce qui concerne l'arrêt du 29 juin 2010 prononcé dans le cadre de l'instance inscrite sous le numéro 26509C du rôle alors que la requête de tierce opposition a été dûment signifiée à toutes les parties appelées à l'époque à cette instance.

En troisième lieu, la Ville de Luxembourg relève que la société ... a été constituée le 20 juin 2012 et qu'elle affirme qu'elle exploiterait le restaurant « ... » sis dans l'enceinte des Rives de Clausen, mais qu'elle n'aurait pas produit aux débats les actes en application desquels elle viendrait aux droits de la société ... s.à r.l. qui aurait exploité auparavant ce même restaurant et en faveur de laquelle toutes les autorisations d'exploitation pour ledit restaurant auraient été délivrées, dont l'autorisation non limitée dans le temps du 29 juin 2011, remplacée par celle du 30 novembre 2011.

Il est vrai que la pièce soumise par rapport à ce moyen par la requérante, à savoir un contrat de cession de fonds de commerce du 2 mai 2012, renseigne Messieurs ... et ... comme acquéreurs du fonds de commerce du restaurant « ... ». Cependant, dans la mesure où ces personnes sont les associés de la requérante qui a été constituée seulement après cette cession et où la requérante exploite de manière incontestée le restaurant « ... » depuis la cessation de son exploitation par la société ... s.à r.l., il y a lieu d'admettre qu'elle est venue aux droits de la société ... s.à r.l. et qu'elle peut utilement se prévaloir de sa qualité de successeur de cette société dans l'exploitation du restaurant « ... », de manière que le moyen afférent de la Ville de Luxembourg laisse d'être justifié.

En quatrième lieu, la Ville de Luxembourg conteste l'existence d'un préjudice aux droits de la requérante, condition découlant de l'article 612 du Nouveau code de procédure civile (NCPC), applicable devant les juridictions administratives à défaut de règle spécifique contenue dans la loi du 21 juin 1999, causé par les arrêts en cause du 29 juin 2010 dans la mesure où ces derniers n'auraient pas créé une obligation nouvelle à charge des exploitants des établissements des Rives de Clausen. La Ville fait valoir à cet égard que lesdits exploitants auraient volontairement pris, dès avant l'introduction des recours contentieux par le SYNDICAT... et consorts, l'engagement unilatéral à son égard pour organiser un service de navettes avec une capacité de 1.600 personnes à partir du parking public du Glacis afin de renforcer les capacités de stationnement et que les exploitants auraient invoqué ce service pour rencontrer les arguments des parties requérantes. Ainsi, en réformant les autorisations d'exploitation pour y intégrer l'engagement pris par les exploitants, la Cour n'aurait en réalité fait que donner une suite favorable aux moyens développés par les exploitants pour justifier la validité des autorisations d'exploitation leur conférées face aux reproches de nuisances excessives soulevés par les parties requérantes, la Cour ayant seulement donné suite à la demande des exploitants d'apprécier la légalité des autorisations contestées en prenant en compte les mesures qu'ils avaient volontairement prises et ayant estimé que ces mesures auraient été de nature à limiter suffisamment les nuisances générées par l'exploitation des établissements des Rives de Clausen. La requérante, qui viendrait aux droits d'un exploitant du site non partie aux procédures contentieuses antérieures, serait mal fondée à soutenir que les arrêts en cause du 29 juin 2010 préjudicieraient à ses droits.

La Ville de Luxembourg ajoute que cet engagement unilatéral des exploitants serait précis et non équivoque et aurait fait l'objet d'une publicité telle que, conformément à la doctrine, il aurait acquis une force obligatoire et créé une espérance légitime d'exécution. A travers les arrêts du 29 juin 2010, la Cour n'aurait ainsi fait que conférer une force de chose jugée à un engagement unilatéral de volonté des exploitants des Rives de Clausen exécuté depuis plusieurs années à ce moment. Elle ajoute que l'annonce, par les exploitants, de leur contestation de la prise en charge du service des navettes, quelques jours avant le prononcé des arrêts du 29 juin 2010, aurait créé le risque d'un non-respect des engagements pris et la réformation critiquée des autorisations d'exploitation par la Cour aurait seulement intégré l'engagement unilatéral afin de réduire les nuisances générées par leur activité.

La Ville de Luxembourg soutient encore dans ce cadre que la requérante aurait certes qualifié le système de navettes comme étant « *fort coûteux* » sans cependant fournir des précisions quant au préjudice financier effectivement subi.

La Cour ne peut néanmoins pas se rallier à cette analyse. En effet, même en admettant que l'initiative des exploitants des établissements sur le site des Rives de Clausen eût abouti à un engagement unilatéral ayant acquis une force obligatoire en raison de sa publicité et de son caractère précis et inconditionnel, il n'en reste pas moins qu'un tel engagement aurait, d'après les éléments soumis en cause, été pris pour une durée indéterminée. Or, une obligation à durée indéterminée ne saurait aboutir à un engagement perpétuel et la personne soumise à cette obligation doit être admise à la dénoncer à tout moment pour autant qu'elle respecte les conditions de l'obligation ainsi contractée et les droits des autres personnes intéressées. En l'espèce, les exploitants de l'époque avaient pris un engagement volontaire auquel ils pouvaient mettre un terme à tout moment, faculté dont ils avaient compté faire usage en annonçant au mois de juin 2010 que le service de navettes serait arrêté le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Les arrêts du 29 juin 2010 ont dès lors eu pour effet, à l'égard des exploitants dont les autorisations étaient déférées au juge administratif, de substituer à cet engagement unilatéral susceptible de dénonciation à tout moment, donc une pure émanation de leur volonté, une obligation leur imposée au niveau administratif et dont la période d'effet échappe à leur volonté pour dépendre de celle d'une autorité administrative. Alors même que la société ... s.à r.l. n'était pas partie à l'une des instances ayant conduit aux arrêts du 29 juin 2010 et que la condition du maintien du service des navettes n'a partant pas été ajoutée directement par la Cour à son autorisation d'exploitation de l'époque, le bourgmestre a cependant inséré la même condition dans les autorisations ultérieures lui délivrées pour l'exploitation du restaurant « ... », dont celle du 30 novembre 2011 sous le couvert de laquelle la requérante a repris son exploitation. Par voie de conséquence, même en admettant les qualifications proposées par la Ville de Luxembourg, l'existence d'un préjudice aux droits de la requérante ne saurait être valablement contestée. Même si la requérante n'avait pas autrement indiqué le montant exact de sa contribution financière à ce service de navettes, l'existence d'un impact financier et partant d'un préjudice est indéniable, de manière que ce moyen de la Ville de Luxembourg est à rejeter.

En dernier lieu, la Ville de Luxembourg fait valoir que même en supposant que la requérante vienne valablement aux droits de la société ... s.à r.l., elle ne saurait avoir plus de droits que cette dernière qui n'a pas contesté dans les quarante jours les autorisations lui délivrées successivement les 23 décembre 2010, 29 juin 2011 et 30 novembre 2011 et comportant à chaque fois la condition d'exploitation définie dans les arrêts du 29 juin 2010. Ces autorisations auraient acquis force de chose décidée à l'égard de la société ... s.à r.l. et de toutes personnes qui viendraient à ses droits. Le préjudice dont se prévaut la requérante ne découlerait ainsi pas des arrêts du 29 juin 2010, mais des arrêts d'autorisation d'exploitation prévus relatifs au restaurant « ... ». La Ville de Luxembourg ajoute que compte tenu de la participation de la société ... s.à r.l. au financement du service de navettes ensemble avec les autres exploitants conformément aux engagements pris à l'égard de l'administration

communale, elle aurait nécessairement renoncé à exercer un recours contre ces autorisations, voire les arrêts du 29 juin 2010. La Ville de Luxembourg souligne également que les deux associés de la société ..., en l'occurrence les Messieurs ... et ..., auraient exploité déjà durant les années 2009 et 2010 à travers la société ... l'établissement dénommé « ... » et à travers la société ... s.à r.l. l'établissement « ... ». Dans la mesure où ces deux sociétés auraient été parties aux instances inscrites sous les numéros 26504C et 26509C, ses deux associés auraient déjà été impliqués à ces instances et ne sauraient plus se voir reconnaître la qualité requise pour former une tierce opposition en raison de leur connaissance parfaite de ces instances.

Il se dégage des dispositions combinées des articles 36 et 55 de la loi du 21 juin 1999, précitées, ensemble la notion même de la « *tierce opposition* », que seuls les « *tiers* » à l'instance d'appel toisée par l'arrêt de la Cour contre lequel la requête de tierce-opposition est appelée à être dirigée, sont susceptibles de procéder par cette voie. Or, les tiers à l'instance d'appel sont ceux qui n'ont pas été appelés à ladite instance ou ne représentent pas une personne ayant été appelée à la même instance.

Il convient en effet de dégager, spécialement à partir de la notion de la « *tierce opposition* », communément admise comme visant la procédure permettant à une personne qui n'a pas été partie ou représentée à une procédure, alors qu'elle avait intérêt à y défendre ses droits, de faire à nouveau juger les dispositions de la décision qui lui font grief, que le législateur luxembourgeois vise, implicitement, mais nécessairement, à exclure de ladite procédure tant les personnes qui ont été parties à l'instance d'appel que les personnes qui y ont été représentées à travers une partie y présente ou appelée. Ainsi, d'une manière générale, la tierce opposition tend à conférer à celui qui, tout en ayant intérêt à la solution du litige, n'en a pas eu la connaissance nécessaire pour y intervenir en temps utile, étant précisé que l'absence de connaissance peut être suppléée par la représentation. La solution contraire reviendrait à admettre qu'une partie qui a été représentée à une instance, c'est-à-dire qui de la sorte a vu assurer la défense de ses intérêts à ladite instance, puisse en outre former tierce opposition et faire rejurer l'affaire, ce qui n'a manifestement pas été l'intention du législateur.

D'ailleurs, l'article 36 de la loi du 21 juin 1999 ne fait que reprendre le texte de l'article 40 de l'arrêté royal grand-ducal abrogé du 21 août 1866 réglant la procédure à suivre en matière contentieuse devant le Conseil d'Etat, au sujet duquel le Conseil d'Etat avait pu retenir que « *d'après l'article 40 du règlement de procédure, la tierce opposition est admise de la part de ceux dont les droits ont été atteints par une décision rendue à la suite d'une procédure dans laquelle ils n'étaient pas représentés ni appelés à intervenir* » (CE 1<sup>er</sup> août 1963, Pas. 19, 398).

Il convient partant d'examiner concrètement par rapport à la société ... si elle a été partie ou représentée à l'instance d'appel dont elle entend voir rejurer l'objet.

Il est constant en cause que la société ..., constituée seulement le 20 juin 2012, n'a pas été directement partie à l'une des instances ayant conduit aux six arrêts du 29 juin 2010 et qu'elle n'a été appelée à aucune de ces instances en qualité de tierce intéressée à travers une signification d'une requête d'appel à son égard.

Cependant, en ayant repris l'exploitation du restaurant « ... » nécessairement sur base du fonds de commerce acquis par ses deux associés et de l'autorisation d'exploitation du 30 novembre 2011, la requérante doit être qualifiée, du moins indirectement, comme l'ayant cause de la société ... s.à r.l. en tant qu'acquéreur d'un bien à titre onéreux postérieurement aux arrêts du 29 juin 2010 (cf. Répertoire Dalloz, Procédure civile, V° Tierce opposition, n° 87), de manière qu'elle est à considérer ayant valablement été représentée par cette dernière en ce qui concerne les instances d'appel ayant conduit auxdits arrêts. D'un autre côté, la

société ... s.à r.l. n'était directement partie à aucune des six instances inscrites sous les numéros 26504C à 26509C du rôle ayant concerné des autorisations d'exploitation d'autres établissements et sa propre autorisation d'exploitation initiale du 29 janvier 2009 n'a pas été déférée devant le juge administratif par le SYNDICAT ... consort, tout comme elle n'a pas elle-même été mise en intervention et n'est volontairement intervenue dans aucune des six instances d'appel inscrites sous les numéros 26504C à 26509C du rôle en tant qu'exploitant potentiellement concerné d'un établissement des Rives de Clausen à l'appui de la position des autres exploitants dont les autorisations d'exploitation étaient contestées. La société ... s.à r.l. est partant restée tierce par rapport à ces six instances et n'y a partant pas pu y représenter la société ....

Or, les personnes qui auraient pu faire une intervention volontaire dans une instance d'appel sont les mêmes que celles qui sont admises à former une tierce opposition, sous condition qu'elles soient restées dans l'ignorance de l'instance (cf. Rusen ERGEC : *Le contentieux administratif en droit luxembourgeois*, in Pasicrisie administrative 2012, n<sup>os</sup> 171 et 237). Or, il n'est pas établi en cause que la société ... s.à r.l. ait eu une connaissance suffisante de l'existence des instances judiciaires ayant abouti aux arrêts en cause du 29 juin 2010 et de leurs implications possibles sur l'établissement exploité par elle, de manière qu'il faut admettre qu'elle aurait pu former une tierce opposition contre les arrêts du 29 juin 2010 qui ont consacré en son principe la condition d'exploitation supplémentaire de la participation des exploitants d'établissements sur le site des Rives de Clausen à un système de navettes à partir du Glacis, cette condition ayant dans la suite également été incorporée par le bourgmestre dans les autorisations d'exploitation successives pour le restaurant « ... ». En tant qu'ayant cause de la société ... s.à r.l., la requérante doit ainsi bénéficier du même droit à une tierce opposition.

Il en découle que la requête de tierce opposition est à déclarer recevable à l'égard de l'arrêt de la Cour du 29 juin 2010 pris dans le cadre de l'instance d'appel inscrite sous le numéro 26509C du rôle.

La Ville de Luxembourg fait cependant valoir à juste titre que la requérante ne saurait pas avoir plus de droits que la société ... s.à r.l. elle-même. Ainsi, tout comme un intervenant qui vient en appui à une requête ne peut que s'associer à l'action principale, de manière que sa requête en intervention volontaire peut seulement étayer les moyens développés dans la requête principale sans étendre la portée de cette dernière, ni exposer des moyens nouveaux, l'intervenant qui se joint à une partie défenderesse ne peut similairement que rejoindre les positions et arguments déployés par la partie défenderesse principale sans pouvoir avancer des moyens nouveaux. En outre, une personne qui aurait eu le droit d'intervenir dans le cadre d'une instance ne saurait bénéficier de plus de droits lorsqu'elle forme ultérieurement une tierce opposition contre la décision de justice ayant tranché le litige à la base de l'instance, la solution contraire emportant que les parties à une instance pourraient réduire les droits de recours de tiers en les mettant en intervention et que les tiers auraient tout intérêt à éviter leur mise en cause afin de préserver un droit de recours plus étendu dans le cadre d'une tierce opposition, solution qui serait contraire aux impératifs élémentaires de sécurité juridique.

Il s'ensuit que, tout comme la société ... s.à r.l. n'aurait pas pu développer des positions et moyens nouveaux à l'appui d'une intervention volontaire dans le cadre des instances d'appel ayant conduit aux arrêts du 29 juin 2010 et donc également dans le cadre d'une tierce opposition ultérieure de sa part, la même limitation doit s'appliquer à son ayant cause, à savoir la société ....

Il se dégage de l'arrêt de la Cour du 29 juin 2010 dans le cadre de l'appel inscrit sous le numéro 26509C du rôle que la société ... s'était prévalu de l'existence d'un parking souterrain d'une capacité de 400 places sur le site des Rives de Clausen même, d'un autre

parking public de 80 places, de la mise en place, par les exploitants des établissements des Rives de Clausen, d'un système de navettes et de la desserte du faubourg de Clausen par plusieurs lignes régulières d'autobus. Par rapport au service des navettes, la société ... avait exposé qu'elle contribuerait, ensemble avec certains autres exploitants d'établissements des Rives de Clausen, à mettre à la disposition de sa clientèle un système de navettes circulant entre le parking du Glacis, le centre-ville et le site des Rives de Clausen qui aurait pu transporter jusqu'à 1.200 personnes dès sa mise en place en janvier 2009 et dont la capacité aurait encore été augmentée jusqu'à 1.600 personnes suite au remplacement des bus utilisés.

Cette argumentation tendait à rencontrer le moyen des appelantes relatif aux nuisances résultant du trafic automobile et des problèmes de stationnement qui rentreraient dans le champ de la législation sur les établissements classés et dont l'arrêté d'autorisation déferé n'aurait pas tenu compte, ainsi que la demande des appelants tendant à une réduction de la capacité d'accueil des différents établissements des Rives de Clausen afin de la mettre en conformité avec celle du parking souterrain et à l'imposition d'un dispositif de contrôle du respect du plafond de personnes admises dans un établissement.

A l'appui de sa tierce opposition, la société ... argue par contre que la décision d'imposer aux exploitants des Rives de Clausen l'organisation et le financement d'un système de navettes publiques contreviendrait au décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, à l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques en ce que le conseil communal serait compétent pour réglementer les questions relatives à la circulation sur les voies communales et que l'organisation du service de navettes en cause consisterait en réalité en la mise en place d'un service de transport public relevant de cette compétence, de manière que le bourgmestre, statuant dans le cadre de la législation sur les établissements classés, et à sa suite le juge administratif statuant dans le cadre d'un recours contentieux en la même matière ne seraient pas compétents pour ces questions. La société ... invoque encore la méconnaissance des articles 1<sup>er</sup> et 13 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés dans la mesure où les conditions d'exploitation pouvant être imposées devraient nécessairement concerner l'établissement classé et son environnement immédiat, mais non pas des problèmes de trafic visant l'accès à l'établissement en cause à partir d'autres quartiers de la ville. Finalement, la société ... invoque le principe d'égalité devant les charges publiques à l'appui de sa position que, dans la mesure où d'autres établissements similaires fonctionneraient dans d'autres quartiers de la ville sans devoir contribuer à un service de navettes et où des établissements non soumis à la législation sur les établissements classés ne sauraient se voir une obligation similaire, le fait d'imposer aux exploitants des Rives de Clausen le financement d'un tel service s'analyserait en une violation du principe d'égalité devant les charges publiques. En outre, les arrêts du 29 juin 2010 ne préciseraient pas plus loin la notion des exploitants des Rives de Clausen, entraînant qu'à l'heure actuelle un nombre restreint d'établissements contribueraient au système des navettes tandis que d'autres y échapperaient, ce qui constituerait encore une violation du principe d'égalité devant les charges publiques.

Alors que la société ... avait invoqué le système des navettes, dans une logique de son maintien, comme élément justificatif pour conclure à la conformité de l'autorisation d'exploitation lui conférée à l'époque avec l'exigence légale de la protection de l'environnement humain au sens des articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup> et 13 paragraphe 3 de la loi du 10 juin 1999 entrevue sous son aspect du problème de stationnement de voitures résultant du fonctionnement de l'établissement en question, l'argumentation de la société ... tend à contester la validité de la condition du maintien de ce système de navettes imposée à travers les arrêts du 29 juin 2010. Force est d'en déduire que les moyens de la société ... sont foncièrement différents de ceux invoqués par la société ... et s'analysent partant en des

moyens nouveaux que ne peut pas, conformément aux développements ci-avant, déployer dans le cadre d'une tierce opposition. Il s'ensuit que ces moyens doivent être écartés comme non pertinents dans le cadre de la tierce opposition sous examen.

La société ... fait encore valoir, par rapport au volet de l'arrêt en cause du 29 juin 2010 valablement déféré en l'espèce, concernant l'exploitation de terrasses, que la Cour avait abordé ce volet dans les seuls motifs dudit arrêt, que le bourgmestre se serait saisi dans un premier temps de l'arrêt pour interdire aux exploitants des Rives de Clausen l'installation de terrasses et qu'il se fonderait actuellement toujours sur les motifs de cet arrêt pour autoriser les terrasses seulement jusqu'à 23 heures et interdire toute extension de l'heure jusqu'à laquelle les terrasses peuvent accueillir des clients. La société ... demande à la Cour de préciser que ledit arrêt du 29 juin 2010 n'a pas procédé à une limitation des pouvoirs décisionnels du bourgmestre sur ce point, de sorte qu'il pourrait valablement décider de reporter l'heure de fermeture des terrasses.

Il est vrai que la Cour n'a pas pris, dans le cadre des arrêts du 29 juin 2010, une décision propre concernant le volet de l'exploitation de terrasses, mais qu'elle a simplement constaté que la question de l'étendue admissible d'une exploitation de terrasses ne se posait pas au vu de l'interdiction inscrite dans les autorisations d'exploitation déferées à l'époque d'une interdiction de servir des boissons à l'extérieur de l'établissement et de l'obligation faite à l'exploitant d'inviter la clientèle à ne pas consommer de boissons en dehors de l'établissement, de manière que la Cour n'était pas amenée à y statuer y relativement.

Cependant, le moyen de la société ... est inopérant dans la mesure où la Ville de Luxembourg expose, à juste titre, que les arrêtés d'autorisation d'exploitation actuels ne se réfèrent plus aux arrêts du 29 juin 2010 et que l'heure de fermeture des terrasses aurait été fixée par le bourgmestre à 23 heures en vue de respecter le repos nocturne et la tranquillité du voisinage dans le cadre de sa compétence propre de fixer une heure d'interdiction d'exploitation des terrasses en tenant compte de la nécessité de prévenir, sinon de réduire les nuisances découlant de l'exploitation de ces terrasses. Ce moyen de la requérante doit partant également être rejeté.

Il découle de l'ensemble de ces développements que, dans la mesure où elle est recevable, la tierce opposition laisse d'être justifiée.

La Ville de Luxembourg sollicite l'octroi d'une indemnité de procédure de 2.500 € au motif qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge l'intégralité des frais et honoraires non compris dans les dépens. Elle invoque à cet égard le fait qu'elle aurait été obligée de se défendre en justice sous l'assistance d'un avocat plusieurs années après le prononcé des arrêts définitifs du 29 juin 2010 et que la requérante n'aurait pas « *sérieusement évalué l'opportunité de sa démarche* ».

Cette demande est cependant à rejeter, étant donné qu'il n'est pas inéquitable de laisser à charge de la Ville de Luxembourg les frais irrépétibles, de manière que les conditions légales pour l'octroi d'une telle indemnité ne se trouvent pas réunies en l'espèce.

## **PAR CES MOTIFS**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,

déclare la tierce opposition caduque à l'égard des cinq arrêts du 29 juin 2010 pris dans le cadre des instances d'appel inscrites sous les numéros 26504C à 26508C du rôle,

reçoit la requête en la forme en ce qui concerne l'arrêt du 29 juin 2010 pris dans le cadre de l'instance d'appel inscrite sous le numéro 26509C du rôle,

au fond, déclare la tierce opposition non justifiée et en déboute la requérante,  
rejette la demande de la Ville de Luxembourg en allocation d'une indemnité de  
procédure de 2.500 euros,  
condamne la requérante aux dépens de l'instance.

Ainsi délibéré et jugé par:

Serge SCHROEDER, premier conseiller,  
Lotty PRUSSEN, conseiller suppléant,  
Jean-Claude WIWINIUS, conseiller suppléant,

et lu à l'audience publique du 7 mai 2015 au local ordinaire des audiences de la Cour  
par le premier conseiller, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. SCHROEDER

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 22 novembre 2016

Le greffier de la Cour administrative